

DES EX-DÉTENUES REÇOIVENT DES LOTS DE MATÉRIEL DE COIFFURE ET DE COUTURE

La réinsertion par le travail

Repandre une vie là où on l'a laissée ou tout simplement prendre un nouveau départ. C'est le vœu d'une trentaine de femmes ex-prisonnières ayant reçu des équipements de couture, de broderie et de coiffure, hier, lors d'une cérémonie officielle tenue à l'hôtel des magistrats.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) -

Il s'agit «de sensibiliser et d'encourager ces personnes à leur réinsertion sociale», a souligné Mokhtar Fellioune, directeur général de l'administration pénitentiaire, lors de l'ouverture de cette rencontre.

Première du genre, cette opération entre dans le cadre d'une initiative

commune avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Les bénéficiaires de ces lots, de différentes tranches d'âge, sont originaires de plusieurs wilayas du pays et ont suivi lors de leur incarcération une formation de couture, de cuisine ou encore de coiffure.

Le représentant permanent du Pnud, Marc de

Bernis, a relevé dans son intervention que les femmes détenues ont le plus de mal à trouver une place dans la société. Marc de Bernis a noté que la politique de réinsertion des détenus dans la vie active prônée par le ministère de la Justice est un modèle pour plusieurs pays. Le nombre de détenus en Algérie est de près de 55 000. «Le nombre de femmes avoisine les 820 à travers tout le territoire national. Ce qui est insignifiant en comparaison au nombre total des prisonniers», a relevé le directeur général de l'administration pénitentiaire. Il

a précisé que les crimes pour lesquels elles sont dans la majorité des cas condamnées sont liés au crime d'honneur et aux délits d'escroquerie.

Benyma Leïla fait partie des bénéficiaires. En plus d'avoir suivi une formation de couture au sein de la prison de Tlemcen, elle a décroché son bac lors de son incarcération de deux années pour «chèques sans provision».

Dès sa sortie de prison en juin 2006, elle s'est inscrite à la faculté de droit de Tlemcen. Cette jeune femme, âgée de 32 ans, veut coûte que coûte reprendre sa revanche sur

la vie. Idem, pour Dahou Fouzia. Libérée en avril 2007, elle a suivi une formation de coiffeuse à l'administration de prévention d'Ouled-Mimoun dans la wilaya de Tlemcen. «L'officier responsable du quartier des femmes dans cet établissement a fait en sorte d'avoir des relations humaines.

Cela est un bon encouragement», a-t-elle témoigné. Pour elle, comme pour les autres prisonnières, l'heure est maintenant au changement de cap pour tourner la page définitivement pour un avenir loin des barreaux.

M. O.

SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS

La solidarité au pluriel

Les scouts fêtent leurs 73 ans d'existence. Plus d'un demi-siècle consacré aux bonnes actions et à la solidarité. Avec de modestes moyens, une forte dose de générosité et de solidarité, les scouts algériens et les milliers de bénévoles ont réussi à chasser le spectre de la précarité de plusieurs foyers... l'espace d'un mois.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Véritable relais entre les associations caritatives, donateurs particuliers, autorités locales, les Scouts musulmans algériens (SMA) ont consacré tout le mois de Ramadan à assister les personnes défavorisées.

En effet, mesurant l'ampleur de la précarité et de l'exclusion dans certains

quartiers de la capitale, les scouts soutenus par des bénévoles, ont œuvré pour porter assistance à des centaines de familles démunies. Un programme a été tracé par ces derniers, en étroite coordination avec la wilaya d'Alger et la commission locale de solidarité. Le programme en question concernait la distribution de couffins de

Ramadan et des repas chauds aux familles démunies, circoncisions collectives et également organisation de plusieurs maïdet Ramadan au profit des nécessiteux.

Ainsi, avec plus de 500 scouts soutenus par des centaines de bénévoles, les SMA ont pu atteindre l'ambition de servir jusqu'à plus de 3 000 repas/jour, a-t-on appris, hier, lors d'un point de presse, organisé au siège du mouvement des scouts. Cette opération aurait coûté, selon le commandant, Serir Youcef, près de 1 100 000 000 de centimes, voire plus. Au total,

plus de 100 000 repas ont été servis durant le mois sacré. On comptera 31 100 repas chauds distribués à domicile, et 70 917 servis dans les 11 restaurants prévus à cet effet et répartis sur 12 communes. En outre, les SMA ont veillé à la distribution de 2 836 couffins de Ramadan à travers les 37 communes.

Dans un autre volet, les scouts ont pris en charge la circoncision de près de 200 enfants dans 12 communes différentes. Le coup d'envoi de cette opération a été donné au CHU de Bab-El-Oued. En collaboration avec les services

de chirurgie générale et d'urologie, cette opération a été généralisée à sept hôpitaux de la capitale. Une prise en charge totale leur a été prodiguée. Louveteaux et autres membres des scouts ont entrepris des actions pour l'embellissement et le nettoyage des mosquées.

Entamée les derniers jours du Ramadan, celle-ci a concerné 37 mosquées. Soit une mosquée par commune. Pour le jour de l'Aïd, des visites aux hôpitaux, centres d'enfance assistée et hospices ont également été au programme.

W. Z.

LE MINISTRE NORVÉGIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES :

«Notre présence en Algérie est plus politique qu'économique»

Les relations diplomatiques algéro-norvégiennes prennent désormais un nouveau départ.

Rosa. Mansouri - Alger (Le Soir) - Lors d'un point de presse animé à l'occasion de l'ouverture de la chancellerie norvégienne en Algérie, le ministre des Affaires étrangères de la Norvège, M. Jonas Gahr Stoere, après s'être entretenu avec le président de la République dans la matinée de lundi dernier, a affirmé l'optimisme de son pays concernant les rapports bilatéraux entre les deux nations.

«L'ouverture d'une ambassade à Alger était une de mes priorités lorsque j'ai pris mes fonctions, il y a deux ans, à la tête de la diplomatie norvégienne», confie-t-il. Insistant sur le caractère politique de cette démarche, le chef de la diplomatie norvégienne

émet également son souhait d'établir des liens étroits avec l'Afrique. «Si nous voulons avoir une politique norvégienne avec l'Afrique, il faut des relations étroites avec l'Algérie, le Nigeria, l'Afrique de Sud et l'Union africaine.

Cette coopération privilégiée, pourra se traduire, selon M. Gahr Stoere, par «la conjugaison des efforts des deux pays en faveur d'une plus grande justice mondiale et de la résolution internationale des conflits».

Cependant, le ministre norvégien ne dissimule pas l'importance de la coopération énergétique entre l'Algérie et la Norvège, en confiant cette mission aux compagnies norvégiennes de chercher elles-mêmes les opportu-

nités d'investissement et de partenariat. «Nous ouvrons un chapitre bien intéressant dans nos relations diplomatiques. La dimension économique est laissée aux compagnies de chercher les opportunités de partenariat, avec certes notre soutien» révèle-t-il.

Il est important de rappeler, à cet effet, que le géant pétrolier norvégien Statoil est la seule présence effective, jusque-là, de ce pays nordique en Algérie.

Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères a saisi, pour sa part, cette occasion pour inviter les autres sociétés norvégiennes à venir nombreuses pour investir en Algérie.

L'opportunité est offerte, selon lui, notamment dans le cadre du programme de la relance économique mis en place et dont lequel le secteur éner-

gique occupe un rôle important et solide. Le ministre norvégien a affirmé que les deux pays ne perdront pas de temps pour travailler sur les dossiers qui les intéressent.

«Avec le président de la République algérienne, nous avons d'ores et déjà entamé des discussions sur les grandes questions du Moyen-Orient, de l'Afrique, et des Nations unies, les questions de l'énergie, de l'environnement et du climat.

Les efforts de la diplomatie internationale devraient aboutir à un nouvel accord de Kyoto. Nous devons travailler tous les deux pour qu'on puisse renouveler cet accord et rendre compte des menaces qui pèsent sur le climat», a évoqué l'invité de l'Algérie.

A ce propos, il est utile de souligner le rôle attribué à l'Algérie dans le respect des engagements

pris dans l'accord de Kyoto. Celui-ci incite les pays industrialisés à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à 5,2% entre 2008 et 2012 et de 20% à l'orée de 2020.

Lors du dernier sommet du G8, en 2007, les pays participants ont désigné la Norvège pour l'élaboration d'un nouvel accord sur le climat, lorsque le protocole de Kyoto arrivera à son terme.

L'Algérie est chargée, par ailleurs, de préparer la position de l'Afrique sur cette question et surtout de la défendre, étant donné que ce continent est le plus touché par les effets de ces émissions gazières.

Ainsi, la Norvège espère avoir l'entière collaboration de l'Algérie dans l'élaboration de son projet du nouvel accord.

R. M.

FRANCE/CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL Au Maroc, Sarkozy joue, avec brio, le derviche-tourneur

De notre bureau de Bruxelles,
Azizou Mokhtari

A Rabat, Nicolas Sarkozy, tout en apportant son soutien au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, refuse, cependant, de l'endosser politiquement et diplomatiquement.

Devant les parlementaires marocains, il dit même que la France ne soutiendra qu'une "solution politique négociée et agréée par les deux parties sous l'égide des Nations unies".

Le palais royal peut, légitimement, se sentir blousé par ces propos du "grand frère français" alors qu'il était attendu de ce dernier qu'il s'aligne, corps et âme, sur la position marocaine concernant le conflit. Prudent et, sans doute, attentif et sensible aux réactions d'Alger en cas d'alignement total sur le Maroc — les intérêts français en Algérie ne sont pas moins importants qu'au Maroc —, le chef de l'Etat français a voulu couper la poire en deux : donner l'impression de soutenir le plan d'autonomie marocain tout en restant collé le plus près au consensus de l'ONU sur la question.

Sarkozy ne veut pas, en quelque sorte, comme on dit chez nous, "mettre en colère le berger et ne pas affamer le loup". Cette attitude sera-t-elle tenable sur le moyen et le long terme.

Pas si sûr alors que les Sahraouis engrangent victoire politique sur victoire politique — prix Solidar pour Aminatou Haidar à Bruxelles et la recommandation faite par le Parlement italien d'accorder le statut diplomatique au Front Polisario, la semaine dernière à Bruxelles et à Rome.

Pour autant, les manœuvres dilatoires franco-marocaines retarderont, c'est certain, une issue pacifique et conforme au droit international de la question sahraouie. Les Sahraouis, très actifs sur la scène européenne et mondiale, ont depuis belle lurette compris qu'en l'état actuel des relations entre l'Elysée et le Makhzen, Paris ne peut avoir une vision juste — ou même neutre — de la nature du conflit sahraoui. Ce sont d'autres pays de l'Union européenne qui portent la justesse du combat sahraoui (Suède, Angleterre, Danemark, Allemagne, Finlande...), ainsi que les institutions espagnoles moins l'état-major et l'appareil du chef du gouvernement José Manuel Barroso.

A Rabat, Nicolas Sarkozy a raté une occasion d'arrimer, définitivement, son pays au consensus mondial sur le Sahara occidental, ou de se taire dignement.

A. M.